

I) DIRECTION GENERALE

I - Procès-Verbal du 12 décembre 2024

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
VILLE DU VAUCLIN
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 12 décembre 2024 à 18h

Membres Présents : 20

M Jimmy FARREAUX Président de séance
Mme Elodie LUTHBERT Secrétaire de séance
M Tony DAVIDAS, Mme Odile RÉSIDENT, M François BABO, Mme Tulie TONNET, M Ludovic OCCOLIER, Mme Nathalie CANCORIET, M Chantal MINOT, Mme RÉSIDENT Fionna, Mme Marlène MAINGÉ, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M Lyvail ZACHARIE, M Teddy POPULO, M Jekhiel MELCHIOR, M Ernest JEAN-LAMBERT, M Stéphan MARGUERITE, M Georges CLEON, Mme Lucie LEBRAVE

Membres absents ayant donné procuration : 2

Mme Elodie BAPTÉ donne pouvoir à Mme Samantha ZAMOR
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à Mme Marlène MAINGÉ

Membres absents : 7

Mme Sandra BRUNO
M Albany JEAN-GILLES
M Fernand ODONNAT
Mme Ghislaine SENELY
Mme Jeannie JEAN-MARIE
Mme Mireille VOLTINE
M Alex AUGUSTE-CHARLERY

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services. Le Quorum étant atteint la séance commence.
La Présidente déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Fionna RESIDANT a été désignée pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

I) DIRECTION GENERALE

- 1 - Procès-Verbal du 12 novembre 2024. **P 5 à 14**
- 2 - Communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion de la ville depuis 2020. **P 15. Annexe I**
- 3 - Plan d'adressage : Modification de la dénomination d'une voie. **P 16**

II) DIRECTION DEVELOPEMENT URBAIN DURABLE

- 4 - Enquête publique conjointe - Désenclavement de Baie des Mulets - Avis du Maire. P 16 à 19

III) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

- 5 - Création d'un poste d'Assistant Gestion Budgétaire et Comptable. P 20
6 - Création d'un poste d'Agent Polyvalent des Espaces Verts. P 21
7 - Création d'un poste d'Instructeur des Autorisations et Droits des sols. P 22
8 - Attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à la Caisse des écoles. P 23
9 - Ouverture anticipée de crédits en section d'investissement sur le budget communal 2025. P 22 à 22
10 - Décision modificative n°3. P 23 à 24
11 - Attribution de subvention dans le cadre de compétitions sportives. P 25
12 - Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre d'un concours de beauté. P 26

IV) DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITE ET DE LA VIE LOCALE

- 13 - Signature de la convention avec KB Events-Organisation du Nwel Village. P 26 Annexe 2

Après examen de l'ordre du jour, et suite au problème survenu lors de l'enregistrement du conseil municipal, M. Le Maire demande aux élus de bien vouloir excuser les éventuelles imprécisions ou omissions qui pourraient figurer dans le procès-verbal de la séance du 12 novembre 2024. En effet, l'agent en charge de sa rédaction a dû tout reconstituer de mémoire. Une attention particulière sera donc portée à ce document pour effectuer les corrections nécessaires.

I) DIRECTION GENERALE

- 1 - Procès-Verbal du 12 novembre 2024.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE dit qu'en effet, elle n'a pas retrouvé le débat comme il avait initialement été mené.

En page 5, elle précise qu'elle n'a pas demandé s'il s'agissait de terrains constructibles, mais bien d'un terrain agricole. Elle souhaite que soient ajoutés au procès-verbal « les deux terrains pressentis » et mentionne que la réponse qui lui a été donnée concerne le terrain près du stade municipal et un autre à côté de la Pointe Athanase.

En page 6, elle exprime qu'elle aurait préféré avoir un exemple concret avant de solliciter un vote.

En page 7, elle clarifie ses propos concernant le terrain. Elle rappelle que le terrain, sur lequel l'actuel temple a été construit, avait été cédé pour un euro symbolique. Elle insiste pour que cela soit stipulé dans le procès-verbal, car un titre gracieux n'a pas la même portée qu'un euro symbolique. Bien que ce montant soit faible, la distinction est importante.

En page 8, elle rectifie le premier paragraphe : le terme « irrespectueux » ne s'appliquait pas aux administrés, mais à la collectivité. Elle affirme qu'elle ne juge jamais les problèmes des administrés, mais avait souligné qu'elle avait vu le mot « collectivité » inscrit.

En page 9, elle propose que la Ville définisse un cadre clair avec des critères précis pour l'octroi à ce type d'aide exceptionnelle.

En page 10, elle mentionne qu'un agent avait demandé à passer en catégorie A, mais qu'il n'avait pas passé le concours. Elle souligne qu'un agent, même en étant en arrêt maladie, ne peut pas être privé d'une promotion éventuelle pour cette raison, car l'arrêt maladie ne constitue pas une sanction.

En page 11, elle a demandé qu'il y ait des tranches, comme pour l'allocation de rentrée scolaire.

En page 12, elle s'est abstenue, parce qu'elle a dit que le budget réalisé aurait pu être donné, mais elle ne l'avait pas et elle n'avait pas de montant et que la seule somme qui était fixée dans le rapport, c'était la somme de 20 euros par personne. Donc, ce serait bien que ce soit stipulé dans le rapport.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, en tenant compte des observations de Mme LEBRAVE.

2 - Communication du Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) sur la gestion de la ville depuis 2020

M. FARREAUX expose :

« Les CRC exercent à titre principal, sur les collectivités territoriales et leurs établissements publics, une triple compétence de jugement des comptes des comptables publics, d'examen de la gestion et de contrôle budgétaire. Elles ont aussi une mission d'évaluation des politiques publiques et des conditions de leur mise en œuvre au niveau local par leur contribution aux enquêtes thématiques diligentées par la Cour des Comptes.

La Chambre Régionale des Comptes (C.R.C) a exercé un contrôle relatif à la gestion de la commune du Vauclin pour les exercices allant de 2020 à la période la plus récente. Dans le cadre d'une enquête régionale, le contrôle a également porté sur la politique de lutte contre les Sargasses.

A la suite de la procédure contradictoire, le rapport définitif a été arrêté au 02 décembre 2024. Ce dernier doit donc être présenté au Conseil Municipal.

Le rapport établit neuf recommandations dont 7 d'entre elles sont déjà initiées et 2 sont déjà réalisées (recommandation n°1 et n°7).

S'agissant des recommandations déjà réalisées, la ville a signé au second semestre 2024 une convention avec l'association « Hommes et Territoires » permettant de cadrer les conditions de collaboration entre les deux entités pour l'enlèvement des algues Sargasses.

Par ailleurs, depuis le vote du budget 2024, la ville a affiné les restes à réaliser.

Les autres recommandations sont, quant à elles, déjà initiées :

- La ville qui actualise chaque année son Plan Communal de Sauvegarde inclura un volet Sargasses. Cela est déjà le cas dans le Document d'Information Communal sur les Risques (DICRIM).
- La ville travaille en collaboration avec les services de l'Etat aux moyens de mieux sécuriser le site de stockage des Sargasses de Pointe Thégène.
- L'ensemble des informations financières devant être annexées au budget sont transmises au contrôle de légalité. Elles seront dorénavant également annexées au budget.
- L'inventaire des immobilisations communales est une démarche de longue haleine qui a été initiée en lien avec le comptable public.
- La Chambre Régionale des Comptes fait référence à des cessions de terrain anciennes qui s'appuyaient sur une délibération communale. Depuis, la ville sollicite systématiquement l'avis des domaines pour toutes les cessions de terrain.
- Afin de respecter au mieux les règles de la commande publique, la ville s'est dotée d'un collaborateur confirmé dans ce domaine. La CRC note d'ailleurs la régularité des dossiers récents transmis par la ville.
- Enfin, bien que consciente de la nécessité d'avoir une vision pluriannuelle, la maturité des projets municipaux ne permettaient pas à la municipalité de produire un Plan Pluriannuel d'investissement ou de voter les opérations de manière pluriannuelle. Les projets étant aujourd'hui matures la ville prévoit d'ouvrir des autorisations de programme pour le budget 2025 ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Le PRÉSIDENT explique que c'est une information obligatoire qui doit être transmise et qu'il n'est pas nécessaire de procéder à un vote.

Mme LEBRAVE demande si la ville a réalisé un DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs). Si tel est le cas, elle souhaiterait obtenir un exemplaire. Elle interroge également sur le fait de savoir si cela concerne le Budget annexe de la Caisse des Ecoles et du CCAS.

M. le Maire répond à Mme LEBRAVE en précisant qu'il s'agit d'un contrôle exercé sur la ville. Il ajoute que, bien que le CCAS et la Caisse des Ecoles soient des entités satellites, elles restent indépendantes, et que ce contrôle ne concerne pas leurs budgets respectifs. Il indique également qu'elle peut consulter le DICRIM directement sur le site internet de la ville. Si nécessaire, elle peut se rapprocher des services municipaux pour obtenir une version papier.

3 - Plan d'adressage : Modification de la dénomination d'une voie

Mme LUTHERT expose :

« En sa séance du 10 avril 2024, le Conseil Municipal a validé le plan d'adressage réalisé en collaboration avec la Poste. Cependant, une dernière vérification avant publication de la Base Adresse Locale a fait apparaître une homonymie sur la dénomination « rue des Rosiers » au quartier Baie des Mulets et à la Cité Les Florolles. Il est donc proposé de renommer la « rue des Rosiers » située à la Baie des Mulets en « rue des Alpinias ».

Le Conseil Municipal doit délibérer ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

I) DIRECTION DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

4 - Enquête publique conjointe - Désenclavement de Baie des Mulets - Avis du Maire

M. OCCOLIER expose :

« Par délibération du 11 décembre 2023, la municipalité approuvait le lancement d'une procédure d'expropriation visant à désenclaver le quartier Baie des Mulets et autorisait le Maire à demander au Préfet l'ouverture d'une enquête publique conjointe portant sur la déclaration d'utilité publique et le parcellaire du projet.

L'enquête publique conjointe, ordonnée par arrêté préfectoral n°R02-2024-05-027-000004 du 27 mai 2024, s'est déroulée du 21 juin au 22 juillet 2024.

Un premier rapport défavorable du commissaire enquêteur daté du 22 août a été enregistré aux greffes du Tribunal Administratif le 27 août. Jugé incomplet et insuffisamment étayé, il a fait l'objet, de la part de ladite juridiction d'une demande de complétude par courrier du 29 août.

Par mail du 19 septembre, la Ville a été destinataire de la deuxième version du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, lesquelles restent défavorables.

Conformément à ce que prévoit l'article R 112-23 du Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique, lequel stipule que « dans le cas prévu à l'article R. 112-22, si les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont défavorables à la déclaration d'utilité publique de l'opération envisagée, le conseil municipal est appelé à émettre son avis par une délibération motivée dont le procès-verbal est joint au dossier transmis au préfet. Faute de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier au maire, le conseil municipal est regardé comme ayant renoncé à l'opération » l'assemblée délibérante doit, dans un délai de trois mois, émettre un avis motivé.

Dans un premier temps, il est utile de préciser aux membres du Conseil Municipal que, mettre en place un enquête publique conjointe revient à réaliser deux enquêtes en une.

En l'occurrence, lors d'une procédure classique d'expropriation, une première enquête porte sur l'utilité publique du projet et sert à informer la population. Elle est sanctionnée par le prononcé, par le Préfet, de l'acte déclarant l'utilité publique.

Une seconde enquête publique, portant sur le parcellaire du projet, est ensuite organisée, laquelle permet d'identifier les propriétaires concernés et leur permettre de savoir avec exactitude dans quelle mesure leurs biens sont concernés par l'expropriation.

Cette deuxième étape, si le projet est validé, est suivie de la prise d'un arrêté de cessibilité de la part du Préfet.

Les enquêtes, même réalisées conjointement, ne recherchent donc pas le même but, l'une porte sur l'opportunité de mener à bien la procédure, l'autre se prononce sur le projet et l'impact de ce dernier sur les propriétés privées.

Cette articulation étant éclaircie, vous trouverez ci-après les conclusions du commissaire :

- Sur les dispositions juridiques : le commissaire enquêteur estime que les dispositions ont été respectées.

- Sur l'avis sur la procédure et l'information du public : le commissaire enquêteur prend acte des dysfonctionnements et de la latence induits par la démission du Maire et la nouvelle élection.

- ⇒ le commissaire enquêteur estime ainsi que toutes les formalités réglementaires, pour le public, relatives à la publicité de l'enquête ont été respectées.
- ⇒ le commissaire enquêteur estime toutefois, pour la partie parcellaire, que les propriétaires concernés par la construction de la voie n'ont pas été correctement informés.

- Sur l'avis relatif au déroulement de l'enquête : le commissaire enquêteur estime que l'enquête s'est déroulée correctement, sans incident, et relève environ soixante-dix participants, une soixantaine de remarques inscrites sur les registres, lesquelles sont à plus de 95 % favorables.

- Sur le dossier soumis à l'enquête : le commissaire enquêteur estime que le dossier était d'une facilité, de lecture et de compréhension, qui permettait au public de formuler un avis.

- Sur la notification individuelle des propriétaires concernés : le commissaire enquêteur relève la large campagne de communication réalisée par la Ville, pour autant il redit qu'il considère que les propriétaires fonciers n'ont pas été correctement informés tout en confirmant que le public, de manière générale, a bien été informé.

- Sur la saisine de la CTM : bien qu'informé du fait que la Ville avait respecté les préconisations édictées à l'époque de la réalisation de la voie détruite, le commissaire enquêteur a estimé que la CTM, en tant que gestionnaire de la voie, aurait dû, de nouveau être consultée.

- Sur les conclusions : le commissaire enquêteur signale que 95 % des avis exprimés sont favorables au projet. Il relève toutefois :

- ⇒ La vitesse des automobilistes rend difficile la sortie
- ⇒ La CTM n'a pas été consultée sur le type de carrefour et les paramètres de raccordement de la voie
- ⇒ Le manque d'information suffisante des propriétaires de terrains concernés par le projet.

Sur cette base, il donne donc un avis défavorable global.
(Pour information, le rapport et les conclusions sont intégralement disponibles pendant un an pour consultation auprès du Responsable du Service Urbanisme)

Cet avis est contesté par la Ville pour plusieurs motifs.

- Sur la déclaration d'utilité publique : dans ses conclusions, le commissaire enquêteur émet des réserves au sujet du parcellaire mais n'émet aucune remarque concernant l'opportunité de mener à bien la procédure.

Au contraire, il conclut que l'information des administrés a été correctement réalisée et que les avis exprimés sont en faveur du projet.

Il relève la quasi-unanimité des avis formulés et le besoin réel représenté par cette voie.

A ce titre la Ville considère, qu'au moins sur la partie déclaration d'utilité publique, l'avis donné aurait dû être favorable. L'utilité publique de l'ouvrage étant pleinement démontrée par les éléments du dossier et largement soutenue par les riverains enclavés, rien ne justifie un avis défavorable.

- Sur le parcellaire :

⇒ Le manque d'information des propriétaires : la Ville précise que c'est un malheureux concours de circonstances dû à l'actualité (changement d'édilité en période d'élections législatives) qui a empêché la collectivité d'écrire, à nouveau, aux propriétaires identifiés. Cependant ces derniers ont tout de même été informés et ont pu faire valoir leurs arguments. En effet, dans ce cas d'espèce, les propriétaires sont également des riverains de l'ouvrage projeté et ont donc pu bénéficier de la large campagne d'information menée par la Ville via les médias, les journaux officiels, l'affichage de l'arrêté sur site et en mairie et le passage d'un véhicule sonorisé.

Sur cet aspect, purement de forme, la Ville considère qu'un avis favorable ou réservé aurait pu être donné, sans pour autant donner lieu à un avis défavorable. En effet, les protagonistes ont tout de même été informés et ont fait des observations.

⇒ le fait que la CTM n'ait pas été consultée sur le type de carrefour et les paramètres de raccordement de la voie : cette collectivité avait eu à se prononcer précédemment sur le raccordement de la voie qui a été détruite. Dès lors, la Ville a tenu compte des remarques précédemment reçues pour imaginer cet aménagement. La municipalité avait prévu d'adresser une demande au gestionnaire de la voie une fois qu'elle aurait été autorisée à poursuivre.

La Ville ne s'est toutefois pas autorisée à envisager autre chose qu'un carrefour simple pour le raccordement à la RN6 car aucun giratoire n'a pas été prévu par la CTM dans le plan d'amélioration de la RN6 porté par cette collectivité. (L'emplacement réservé au PLU, déjà présent au POS, correspond à ce plan d'amélioration)

La Ville déplore à cet égard qu'aucune proposition concrète n'ait été formulée et qu'un avis défavorable ait été donné alors qu'il n'est pas justifié. Un simple avis réservé aurait permis à la Ville de revoir, si nécessaire, son dossier technique en concertation avec la CTM.

⇒ La vitesse des automobilistes rend difficile la sortie : la ville ne remet pas en cause la dangerosité du site qui est réelle, mais cela n'a aucun lien avec le projet. Elle est liée à la conduite agressive des automobilistes. En effet, malgré la signalisation indiquant des sorties d'engins et la limitation de la vitesse à 50 km/h, les conducteurs circulent à des allures inconsidérées. Il serait souhaitable que le gestionnaire de cette voie, dans son plan d'amélioration, prévoie la pose de ralentisseurs ou de radars.

En outre, durant toute la période (environ 12 ans) où la voie précédente a été exploitée, aucun incident ou accident majeur n'a été à déplorer.

Dans ce contexte, la Ville est dans l'incompréhension au sujet de cet argument sans lien avec le parcellaire du projet et dénonce l'avis défavorable donné sur cette base.

A la lumière de tous ces éléments, la Ville considère que l'avis du commissaire enquêteur est discutable et redit que l'opportunité de la réalisation du projet est démontrée.

Il vous est donc demandé :

- De dire que la municipalité dénonce l'avis défavorable global donné par le commissaire enquêteur
- De demander au Préfet de reconnaître et de prononcer l'utilité publique du projet de désenclavement du quartier Baie des Mulets
- De demander au Préfet de valider le parcellaire tel que présenté dans le projet initial ou, s'il adhère aux réserves formulées, de procéder à l'ouverture d'une nouvelle enquête parcellaire
- D'autoriser le Maire à signer toute correspondance ou document utile à la réalisation de cette opération ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE dit : « Je vais intervenir très longtemps sur ce point parce que j'ai été sollicitée par des membres de la famille ZOBELDE, pour prendre connaissance de ce dossier et surtout de la tournure prise depuis le dernier avis du conseil municipal.

Les points mentionnés par l'enquêteur public sont sans doute dénués d'un bon sens.

Cependant, L'enquêteur fait mention de la vitesse excessive des automobilistes sur la sortie envisagée. En toute honnêteté, il est facile nous habitions le Vauclin, de faire un constat simple : Sur cette même portion de route, la Nationale 6, comment font les habitants de Humbert, de Boë, de Pointe Chaudière, de Cadette, de la petite route Entrée de la famille Emile etc ? surtout la sortie du virage pour accéder au quartier Humbert, la route de cadette, est accidentogène puisque des vies ont été perdues, cela n'inquiète personne.

Est-ce facile pour tous les automobilistes ? Il s'agit bien de la même route dont parle l'enquêteur, à ce jour qu'a fait le gestionnaire de cette route pour améliorer la dangerosité des entrées et sorties des quartiers mentionnés ?...

Cette enquête semble être téléguisée, ce ne sont pas souvent des spécialistes qui les mènent. S'agissant du désenclavement du quartier Baie des Mulets, je dénonce la méthode employée. Aucune concertation de la ville, ni de la famille ZOBELDE dont l'un des membres m'a interpellée pour prendre connaissance d'une procédure venant de l'élu de la CTM en charge des travaux.

Dommage qu'il soit absent, cela aurait permis de mieux comprendre sa démarche personnelle. Je n'ose pas croire que les habitants de ce quartier mais aussi tous ceux qui le fréquentent, soient pris en otage pour un enjeu politique pour avoir des voix aux prochaines municipales. Je trouve cela indécent, je le dis comme je le pense parce que la façon dont les discussions sont menées, je suis obligée de le penser.

Je donne ces précisions afin que tous ceux présents ce soir, soient au courant de ce qui se passe apparemment, dans le « dos de la ville ». Il faut savoir que, lors d'une plénière des élus de l'assemblée de la CTM, à la demande du Président du Conseil exécutif, une délibération a été votée pour faire l'acquisition d'une bande de terre située à l'entrée de la route pour la somme de 11 000 € qui sera versée à un propriétaire, frère de cette famille. C'est un chemin privé qui est devenu d'utilité publique, beaucoup de questionnement à ce propos.

Toute cette transaction a été menée sans que les membres de cette famille en soient préalablement informés : certes leur mère est toujours vivante et peut toujours décider. Cependant, les frères qui sont exclus de ces tractations, sont indignés de voir qu'il s'agit d'une manipulation électorale due à la vulnérabilité très certainement.

Il y aurait eu, allusion à un rond-point mais cette solution a sans doute été abandonnée compte tenu des nombreuses difficultés pour le réaliser.

Des promesses de construction de maison pour la mère ont été faites, un peu étonnée de la méthode puisque par rapport à ce que je sais, la CTM ne construit pas pour les particuliers mais ce sont des opérateurs qui rentrent en jeu pour mener le dossier surtout pour la recherche de fonds (CTM/DEAL/EPCI dont dépend le propriétaire) ; en outre, la CTM a un dispositif d'aides à l'amélioration de l'habitat qui peut aller de 6000 € à une aide exceptionnelle plus importante.

Je rappelle tout de même que la CTM ne donne pas 100 % du devis puisque la personne doit mettre également une quote-part.

Je reviens sur le point posé, je trouve irrespectueux ce type de comportement, qui est inqualifiable. Comment la CTM peut-elle agir sans concertation avec la mairie qui avait lancé cette enquête publique dont des conclusions sont rendues aujourd'hui ?

C'est certes une nécessité mais pourquoi agir ainsi ? j'ose espérer que cela ne fera que déplacer le problème d'engorgement. Selon les explications qui m'ont été données, cela ne va pas rétablir à 100 % la fluidité de la circulation, je ne suis pas ingénieure, wait and see.

Un autre frère a envoyé des courriers au président du conseil exécutif, ils ont été lus et sont restés sans réponse.

Suite à un énième courrier, il a reçu une réponse du DGS qui voulait dire en clair, je traduis le plus important : « ki ou lé ki ou pa lé i ké fet kan mem », je le dis en créole.

Comment peut-on faire de la politique en créant la zizanie dans une famille ? c'est inacceptable.... La famille ZOBIDE, est aujourd'hui disloquée à cause de cela.

Pour moi, quand on aime ses concitoyens, quand on est élu, quand un projet concerne le bien-être de la population, on ne fait pas cela.

On est élu pour son peuple pas pour soi, il serait tellement plus honorable de trouver un consensus sans écarter la ville, il est où le problème ? même si on est un opposant, la noblesse de la politique commence ainsi.

Nous sommes en fin 2024, il faut arrêter les règlements de compte entre les groupes politiques. Certains n'ont pas compris, ils ne tirent même pas de leçon de tous ces événements récents qui ont secoué et qui secouent encore le pays.

Il ne faudra pas s'étonner du refus de voter, j'espère que la population de Baie des mulets se souviendra qu'elle est manipulée pour des bulletins de vote.

Je conclus en disant que je dénonce fermement ce type de comportement et cette manière de faire et d'agir.

Quand on aspire à être maire, il faut avant tout respecter la fonction et les élus, quel que soit leur appartenance ».

M. DAVIDAS déclare qu'il partage les propos de Mme LEBRAVE. Il se dit étonné par la dangerosité présumée de cette portion de route. Il s'interroge sur l'alignement des discours entre la municipalité et le commissaire enquêteur, car il ne comprend pas la décision prise. Il indique qu'au quartier Cadette, plusieurs accidents ont été recensés. Lorsqu'il compare cette situation avec la Nationale 5, qui relie Fort-de-France au Marin, sachant que la route traversant Le Vauclin est une RN6. Selon lui, cela impliquerait que toutes les sorties sur les nationales, depuis le rond-point du François (près de la boulangerie Dupé), devraient être interdites. M. DAVIDAS explique qu'il s'est posé des questions et prévoit de faire des recherches pour obtenir des chiffres sur le nombre d'accidents sur cette route. À ses yeux, qualifier cette portion de "dangereuse" ne constitue pas une réponse pertinente à la question qu'il avait posée. Il conclut en rappelant qu'il s'est engagé en politique pour travailler dans l'intérêt de la population Vauclinoise.

Mme LEBRAVE ajoute que ce type de rapport n'est pas élaboré par des spécialistes, précisant qu'elle s'est renseignée à ce sujet.

M. JEAN-LAMBERT déclare qu'il partage l'analyse de Mme LEBRAVE, mais ajoute qu'il aime beaucoup un proverbe de Saint-Exupéry : « On ne peut à la fois être responsable et découragé. Partant de ce principe, il se dit optimiste et estime qu'il faut continuer à se battre, car la population du quartier de la Baie des Mulets mérite qu'on défende leur droit à une route. Il explique que quand il devait emprunter cette rue, qu'il était fréquemment contraint d'attendre que les véhicules passent, même lorsqu'il avait la priorité. Il rapporte également avoir appris que des altercations entre habitants ont eu lieu à cause de cette situation.

Il s'interroge sur l'identité et les motivations du commissaire enquêteur, se demandant par qui il a été mandaté. Selon lui, il ne s'agissait pas de déterminer si la RN6 est dangereuse ou non. Ce que la ville attendait du commissaire, c'était une enquête pour savoir si une sortie à cet endroit était nécessaire et bénéfique, ainsi que l'avis de la population sur ce point. Pourtant, le commissaire semble s'être concentré sur tout autre chose.

M. CLÉON dit que l'essentiel a déjà été dit par les collègues précédents. Il ajoute que la population du quartier Baie des Mulets mérite cette voie. Depuis plusieurs années, il est évident qu'une sortie convenable doit être réalisée pour ce quartier, et c'est sur cela que l'équipe municipale s'est concentrée depuis décembre 2020. Le Conseil municipal s'est donc engagé, dès cette date, à travailler pour qu'une route de sortie soit mise en place. Aujourd'hui, la ville a demandé au préfet d'engager la procédure et la ville est sollicitée pour donner un avis sur les conclusions de l'enquêteur désigné à ce sujet. Il déclare, en assumant pleinement ses responsabilités, que ce rapport manque clairement d'impartialité. Il estime qu'il est orienté, et ce, de manière flagrante. Pour lui, l'utilité publique de cette sortie est pourtant évidente car le nombre de personnes qui se sont déplacées pour remplir le registre d'avis lors de l'enquête publique en est la preuve : c'est la première fois qu'une enquête publique suscite une telle mobilisation.

Il poursuit en assurant que le conseil municipal fera tout son possible pour suivre et soutenir les habitants de la Baie des Mulets afin que cette voie soit réalisée. Concernant les promesses fallacieuses de reconstruction de maisons évoquées, M. CLÉON souligne que si la CTM reconstruisait effectivement des maisons, elle aurait déjà reconstruit celles détruites à Sainte-Thérèse depuis des années pour permettre le passage du TCSP. Ces habitants attendent toujours. Enfin, il rappelle avoir informé le président du Conseil exécutif de la volonté de l'équipe municipale de réaliser cette route, en lui adressant un courrier lorsqu'il était maire. Ce courrier incluait une annexe de la délibération municipale votée en ce sens. Les trois propriétaires concernés par la procédure ont également été informés par courrier. Selon lui, les conclusions de l'enquêteur paraissent donc incohérentes, voire suspectes.

M. ZACHARIE explique qu'en tant que jeune élu, il constate un manque de continuité dans les politiques menées, ce qui entraîne des retards surtout pour la ville sur plusieurs projets importants, comme la voie du quartier Baie des Mulets, l'EAT de Macabou et Pointe Faula, ou encore la route du quartier Pointe Chaudière. Depuis 2020, faire de la politique au Vauclin est particulièrement difficile. La ville essaie de proposer des solutions, d'apporter son aide et de trouver des moyens ingénieux pour avancer, mais malgré cela, la population du Vauclin a parfois le sentiment d'être laissée pour compte.

Il insiste sur le fait que le quartier de la Baie des Mulets est un quartier important, où vivent de nombreuses familles, avec des enfants et des bus qui y circulent. Ce quartier connaît des tensions et des interrogations profondes. « Je ne vais pas dire qu'il s'agit d'une misère sociale, mais on n'en est pas loin, » ajoute-t-il, soulignant les combats et les difficultés rencontrées. La situation dépasse même ce quartier et concerne d'autres zones de la commune, ce qui démontre l'ampleur des défis sociaux et sociétaux auxquels le Vauclin est confronté.

Pour lui, cette réalité donne envie de se battre, surtout en tant que jeune élu. Cependant, il reconnaît qu'il faut beaucoup de courage pour continuer dans cette voie.

Mme LEBRAVE s'interroge sur le fait que la CTM ait pu acheter une parcelle privée.

Il y aurait eu, allusion à un rond-point mais cette solution a sans doute été abandonnée compte tenu des nombreuses difficultés pour le réaliser.

Des promesses de construction de maison pour la mère ont été faites, un peu étonnée de la méthode puisque par rapport à ce que je sais, la CTM ne construit pas pour les particuliers mais ce sont des opérateurs qui rentrent en jeu pour mener le dossier surtout pour la recherche de fonds (CTM/DEAL/EPCI dont dépend le propriétaire) ; en outre, la CTM a un dispositif d'aides à l'amélioration de l'habitat qui peut aller de 6000 € à une aide exceptionnelle plus importante.

Je rappelle tout de même que la CTM ne donne pas 100 % du devis puisque la personne doit mettre également une quote-part.

Je reviens sur le point posé, je trouve irrespectueux ce type de comportement, qui est inqualifiable. Comment la CTM peut-elle agir sans concertation avec la mairie qui avait lancé cette enquête publique dont des conclusions sont rendues aujourd'hui ?

C'est certes une nécessité mais pourquoi agir ainsi ? j'ose espérer que cela ne fera que déplacer le problème d'engorgement. Selon les explications qui m'ont été données, cela ne va pas rétablir à 100 % la fluidité de la circulation, je ne suis pas ingénieure, wait and see.

Un autre frère a envoyé des courriers au président du conseil exécutif, ils ont été lus et sont restés sans réponse.

Suite à un énième courrier, il a reçu une réponse du DGS qui voulait dire en clair, je traduis le plus important : « ki ou lé ki ou pa lé i ké fet kan mem », je le dis en créole.

Comment peut-on faire de la politique en créant la zizanie dans une famille ? c'est inacceptable.... La famille ZOBEIDE, est aujourd'hui disloquée à cause de cela.

Pour moi, quand on aime ses concitoyens, quand on est élu, quand un projet concerne le bien-être de la population, on ne fait pas cela.

On est élu pour son peuple pas pour soi, il serait tellement plus honorable de trouver un consensus sans écarter la ville, il est où le problème ? même si on est un opposant, la noblesse de la politique commence ainsi.

Nous sommes en fin 2024, il faut arrêter les règlements de compte entre les groupes politiques. Certains n'ont pas compris, ils ne tirent même pas de leçon de tous ces événements récents qui ont secoué et qui secouent encore le pays.

Il ne faudra pas s'étonner du refus de voter, j'espère que la population de Baie des mulets se souviendra qu'elle est manipulée pour des bulletins de vote.

Je conclus en disant que je dénonce fermement ce type de comportement et cette manière de faire et d'agir.

Quand on aspire à être maire, il faut avant tout respecter la fonction et les élus, quel que soit leur appartenance ».

M. DAVIDAS déclare qu'il partage les propos de Mme LEBRAVE. Il se dit étonné par la dangerosité présumée de cette portion de route. Il s'interroge sur l'alignement des discours entre la municipalité et le commissaire enquêteur, car il ne comprend pas la décision prise. Il indique qu'au quartier Cadette, plusieurs accidents ont été recensés. Lorsqu'il compare cette situation avec la Nationale 5, qui relie Fort-de-France au Marin, sachant que la route traversant Le Vauclin est une RN6. Selon lui, cela impliquerait que toutes les sorties sur les nationales, depuis le rond-point du François (près de la boulangerie Dupé), devraient être interdites. M. DAVIDAS explique qu'il s'est posé des questions et prévoit de faire des recherches pour obtenir des chiffres sur le nombre d'accidents sur cette route. À ses yeux, qualifier cette portion de "dangereuse" ne constitue pas une réponse pertinente à la question qu'il avait posée. Il conclut en rappelant qu'il s'est engagé en politique pour travailler dans l'intérêt de la population Vauclinoise.

Mme LEBRAVE ajoute que ce type de rapport n'est pas élaboré par des spécialistes, précisant qu'elle s'est renseignée à ce sujet.

M. JEAN-LAMBERT déclare qu'il partage l'analyse de Mme LEBRAVE, mais ajoute qu'il aime beaucoup un proverbe de Saint-Exupéry : « On ne peut à la fois être responsable et découragé. » Partant de ce principe, il se dit optimiste et estime qu'il faut continuer à se battre, car la population du quartier de la Baie des Mulets mérite qu'on défende leur droit à une route. Il explique que quand il devait emprunter cette rue, qu'il était fréquemment contraint d'attendre que les véhicules passent, même lorsqu'il avait la priorité. Il rapporte également avoir appris que des altercations entre habitants ont eu lieu à cause de cette situation. Il s'interroge sur l'identité et les motivations du commissaire enquêteur, se demandant par qui il a été mandaté. Selon lui, il ne s'agissait pas de déterminer si la RN6 est dangereuse ou non. Ce que la ville attendait du commissaire, c'était une enquête pour savoir si une sortie à cet endroit était nécessaire et bénéfique, ainsi que l'avis de la population sur ce point. Pourtant, le commissaire semble s'être concentré sur tout autre chose.

M. CLÉON dit que l'essentiel a déjà été dit par les collègues précédents. Il ajoute que la population du quartier Baie des Mulets mérite cette voie. Depuis plusieurs années, il est évident qu'une sortie convenable doit être réalisée pour ce quartier, et c'est sur cela que l'équipe municipale s'est concentrée depuis décembre 2020. Le Conseil municipal s'est donc engagé, dès cette date, à travailler pour qu'une route de sortie soit mise en place. Aujourd'hui, la ville a demandé au préfet d'engager la procédure et la ville est sollicitée pour donner un avis sur les conclusions de l'enquêteur désigné à ce sujet. Il déclare, en assumant pleinement ses responsabilités, que ce rapport manque clairement d'impartialité. Il estime qu'il est orienté, et ce, de manière flagrante. Pour lui, l'utilité publique de cette sortie est pourtant évidente car le nombre de personnes qui se sont déplacées pour remplir le registre d'avis lors de l'enquête publique en est la preuve : c'est la première fois qu'une enquête publique suscite une telle mobilisation.

Il poursuit en assurant que le conseil municipal fera tout son possible pour suivre et soutenir les habitants de la Baie des Mulets afin que cette voie soit réalisée. Concernant les promesses fallacieuses de reconstruction de maisons évoquées, M. CLÉON souligne que si la CTM reconstruisait effectivement des maisons, elle aurait déjà reconstruit celles détruites à Sainte-Thérèse depuis des années pour permettre le passage du TCSP. Ces habitants attendent toujours. Enfin, il rappelle avoir informé le président du Conseil exécutif de la volonté de l'équipe municipale de réaliser cette route, en lui adressant un courrier lorsqu'il était maire. Ce courrier incluait une annexe de la délibération municipale votée en ce sens. Les trois propriétés concernées par la procédure ont également été informées par courrier. Selon lui, les conclusions de l'enquêteur paraissent donc incohérentes, voire suspectes.

M. ZACHARIE explique qu'en tant que jeune élu, il constate un manque de continuité dans les politiques menées, ce qui entraîne des retards surtout pour la ville sur plusieurs projets importants, comme la voie du quartier Baie des Mulets, l'EAT de Macabou et Pointe Faula, ou encore la route du quartier Pointe Chaudière. Depuis 2020, faire de la politique au Vauclain est particulièrement difficile. La ville essaie de proposer des solutions, d'apporter son aide et de trouver des moyens ingénieux pour avancer, mais malgré cela, la population du Vauclain a parfois le sentiment d'être laissée pour compte.

Il insiste sur le fait que le quartier de la Baie des Mulets est un quartier important, où vivent de nombreuses familles, avec des enfants et des bus qui y circulent. Ce quartier connaît des tensions et des interrogations profondes. « Je ne vais pas dire qu'il s'agit d'une misère sociale, mais on n'en est pas loin, » ajoute-t-il, soulignant les combats et les difficultés rencontrées. La situation dépasse même ce quartier et concerne d'autres zones de la commune, ce qui démontre l'ampleur des défis sociaux et sociétaux auxquels le Vauclain est confronté.

Pour lui, cette réalité donne envie de se battre, surtout en tant que jeune élu. Cependant, il reconnaît qu'il faut beaucoup de courage pour continuer dans cette voie.

Mme LEBRAVE s'interroge sur le fait que la CTM ait pu acheter une parcelle privée.

M. Le MAIRE déclare que l'essentiel a été dit et remercie les élus pour leurs observations qui vont dans le sens des intérêts de la population. Il souligne que le rôle des élus de la majorité est de travailler pour le bien des citoyens. Il précise que le lancement d'une procédure d'expropriation n'est pas un choix de plaisir, mais une contrainte imposée par la gravité de la situation. Près de quatre ans après la démolition d'une route essentielle, qui était utilisée quotidiennement par environ 1 000 habitants pour se rendre au travail, à l'école, à la pharmacie, chez le médecin, ou encore pour permettre le passage des secours et des transports, rien n'a été fait pour la rétablir. Cette démolition, affirme-t-il, a été motivée par des considérations politiques. Une famille s'est retrouvée confrontée à l'ensemble des habitants du quartier Baie des Mulets, car, selon lui, elle a été abusée par de mauvais conseils. Des promesses leur ont été faites, notamment la reconstruction d'une maison endommagée, mais, comme l'a rappelé M. Georges Cléon, des situations similaires remontant à 2010, 2012, voire 2014, à Sainte-Thérèse pour laisser passer le TCSP, n'ont toujours pas abouti, les familles concernées attendent encore la reconstruction de leurs maisons ou leur indemnisation.

Il souligne que la situation au quartier Baie des Mulets est devenue invivable et anxiogène. Il comprend les familles qui, chaque matin, appréhendent de sortir de chez elles, sachant qu'elles devront emprunter une route dégradée. Elles craignent d'endommager leurs véhicules, de provoquer un accident ou de se faire insulter en cas de problème. M. Le MAIRE affirme ne pas vouloir céder à la compassion envers un individu qui a choisi de vendre à la CTM une portion d'une servitude communale. Il précise que le Président du Conseil Exécutif avait un plan de construction d'un rond-point à l'entrée du quartier Baie des Mulets pour résoudre ce problème, mais sa mise en œuvre nécessite l'expropriation de trois ou quatre familles. Il exprime sa volonté de libérer cette famille du fardeau qu'elle porte aujourd'hui, tout en réaffirmant la nécessité de trouver une solution pour le bien commun et dans l'intérêt de l'ensemble des habitants. Il ajoute que ce document fait l'objet d'une délibération, et que la ville a des délais, la loi l'impose pour répondre au rapport de ce commissaire enquêteur.

Il explique que cette famille fait preuve de bonne foi et qu'elle est en discussion avec la ville pour trouver une solution à l'amiable. Il rappelle à Mme LEBRAVE qu'elle a évoqué un non-respect de l'autorité en place. Selon lui, ce non-respect provient plutôt de Monsieur Fernand ODonnat qui, depuis qu'il est président de la commission des Grands Travaux à la CTM et Président de l'Agence des 50 Pas Géométriques, il s'approprie systématiquement les projets initiés par la ville du Vauclin, ce qui bloque toute avancée dans la commune.

Comme M. ZACHARIE l'a mentionné plus tôt, le projet de la route de Macabou, voté depuis 2021, n'a pas avancé alors qu'il suffisait simplement de lancer le marché. Aujourd'hui, les fonds nécessaires ne sont plus disponibles, et la ville espère que la CTM a réservé ces crédits. Il en est de même pour l'EAT de Pointe Faule, que la ville espère voir réalisé cette année. S'ajoutent également le problème du quartier Baie des Mulets et l'aménagement ainsi que la viabilisation du quartier Pointe Chaudière, où la population fait face à des difficultés depuis trop longtemps. Les promesses liées à ces projets n'ont pas été tenues, et les travaux traînent encore.

Concernant le rond-point que devait construire DOLIBAM, il dénonce le comportement du Président de la commission des Grands Travaux. Depuis 2021, ce dernier a multiplié les interventions et demande des modifications sur des projets communaux sans concertation. Pourtant, une fois les projets finalisés, c'est la ville du Vauclin qui devra assurer leur entretien. Il souligne qu'il est essentiel que la ville soit consultée avant que des modifications soient apportées. Ce manque de concertation met en péril la capacité de la commune à assumer les coûts d'entretien futurs. Cela crée ce qui s'appelle une "dette grise" : des coûts cachés liés à l'entretien des infrastructures une fois construites. Trouver des subventions pour réaliser des travaux est important, mais prévoir les moyens financiers pour leur entretien l'est tout autant. Il insiste sur l'urgence de consulter la ville, car cette situation impacte directement ses capacités financières et, par conséquent, le bien-être des habitants.

Le fait que la CTM ait son mot à dire sur ce projet s'explique par la signature d'une convention de co-assistance à maîtrise d'ouvrage. Cette convention a pour but de permettre aux techniciens spécialisés de la CTM d'accompagner la ville dans la mise en oeuvre d'une route aussi complexe, nécessitant une grande technicité. Cependant, cela ne leur donne pas le droit de s'approprier le dossier et de le traiter seuls, même dans le cadre des EAT de Macabou et de Pointe Faula. Ces infrastructures appartiennent à la ville, et leur gestion doit rester collaborative. Il revient sur la question de l'expropriation, en disant que les habitants critiquent souvent les élus, pourtant, les élus de la majorité sont pleinement conscients de la gravité de cette affaire. Ils réfléchissent quotidiennement, et travaillent sans relâche pour avancer, et rencontrent régulièrement les habitants. C'est donc difficile d'entendre leurs critiques, surtout quand les efforts sont constamment entravés et que chaque tentative de mise en place d'une solution est bloquée, il précise que la ville est actuellement en négociation et que l'objectif est de trouver une solution amiable. Il ne s'agit pas d'aller à l'encontre des Vauclinois, bien au contraire. Les élus souhaitent que tout le monde reste uni, afin qu'ils puissent parvenir ensemble à une solution durable, pérenne et satisfaisante pour toutes les parties concernées. Les élus veulent libérer les rivières, les habitants et les familles de ce lourd fardeau. Ce qu'a écrit le commissaire enquêteur, est vraiment malhonnête. Il peut penser ou rédiger un rapport qui ne respecte pas la vérité, et pour au final demander au Préfet de choisir pour la ville. Un préfet qui ne connaît pas le département, qui ne connaît pas le Quartier Baie des Mulets, c'est à lui que nous devons demander de choisir. Il dit qu'il espère que le préfet analysera la situation et prendra la bonne décision pour les habitants de la Baie des Mulets.

Puis M. Le MAIRE fait lecture du courrier remis par Mr ODONNAT justifiant l'absence de son groupe.

Mme LEBRAVE indique que ce qui la gêne dans le rapport, c'est la demande faite au préfet de valider le projet tel qu'il a été présenté dans sa version initiale. Elle souhaite donc savoir s'il s'agit bien du projet initial.

M. Le MAIRE lui répond qu'il s'agit effectivement du projet initial, celui qui a été présenté lors de l'enquête et au Conseil Municipal. Ce n'est pas une voie à sens unique comme celle qui existait avant la démolition.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins une abstention.

II) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

5 - Création d'un poste d'Assistant Gestion Budgétaire et Comptable.

Mme RÉSIDENT expose :

« Depuis le 17 juin 2019, les missions relatives à la gestion budgétaire et comptable sont assurées de manière continue par un agent au sein du service Stratégie et Pilotage Financier. Cette situation traduit le caractère pérenne de ces missions et la nécessité de maintenir un poste dédié pour garantir la qualité et la continuité du service. Depuis cette date, le budget communal, voté chaque année, a systématiquement intégré ce poste, soulignant son importance pour le bon fonctionnement de la collectivité.

Toutefois, ce poste, jusqu'à présent non permanent, nécessite aujourd'hui d'être formalisé et pérennisé dans le cadre des emplois permanents de la collectivité.

Les missions principales du poste d'assistant gestion budgétaire et comptable seront :

- Saisir et éditer les documents nécessaires à l'élaboration des budgets et des décisions modificatives
- Etablir les bons de commandes et saisir les engagements de dépenses
- Intégrer les factures reçues et vérifier le service fait
- Procéder au mandatement des dépenses
- Emettre les titres de recettes
- Effectuer le suivi de l'exécution et des crédits budgétaires
- Assurer le suivi financier des marchés publics
- Suivre les emprunts et le mandatement des échéances
- Saisir les écritures d'inventaire (amortissements, acquisitions, cessions) et les opérations de fin d'exercice
- Réceptionner, traiter, vérifier et classer les pièces comptables
- Assurer la gestion et la tenue des régies
- Mettre à jour et maintenir les tableaux de bord de suivi
- Réaliser des tâches de secrétariat associées.

Le poste est déjà pris en compte chaque année dans le budget voté. La formalisation de cet emploi permanent permet d'aligner la gestion des ressources humaines avec la réalité budgétaire et organisationnelle.

Il est proposé au Conseil municipal, d'approuver la création d'un poste d'assistant gestion budgétaire et comptable, permanent à temps complet (catégorie C).

Le recrutement sera ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, aux grades d'adjoint administratif, d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe et d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande pourquoi, dans le rapport, il est mentionné « depuis le 17 juin 2019 » et si, depuis cinq ans, cet agent a rempli les missions liées à la gestion budgétaire et comptable. Elle s'interroge alors sur la nécessité d'ouvrir ce poste.

M. Le MAIRE explique qu'il s'agissait jusqu'à présent d'un emploi non pérenne, avec des contrats signés par l'agent concerné. Toutefois, il a été constaté que les missions exercées sont de nature pérenne. Pour sécuriser cet emploi, il est nécessaire de créer le poste. Cela implique soit de le transformer en contrat à durée indéterminée (CDI), soit de titulariser l'agent.

Mme LEBRAVE indique qu'elle a compris, mais demande pourquoi le poste est ouvert à d'autres catégories.

M. le MAIRE répond qu'il s'agit d'une obligation légale : une fois qu'un poste est créé, il doit être publié et ouvert à tous les candidats. Cela permet à toute personne remplissant les conditions de postuler. Cependant, il précise que l'agent en poste sera prioritaire.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

6 - Création d'un poste d'agent polyvalent des Espaces Verts.

M. JEAN-LAMBERT expose.

« Le service environnement, compte quelques agents permanents, en grande majorité en contrats aidés qui tournent tous les 2 ans (poste temporaires).

Les tâches effectuées sont importantes et la mission de service public afférente pérenne.

La création du poste d'agent polyvalent vise à mettre en adéquation le nombre de postes permanents nécessaires pour assurer la bonne exécution de travaux confiés et répondre à des nouveaux besoins et gagner en réactivité. Compte tenu de la charge de travail constante, la création de ce poste permettra d'assurer un meilleur service à la population, en garantissant la pérennité des interventions et en s'adaptant aux nouvelles exigences du territoire.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal, d'approuver la création d'un poste d'agent polyvalent, permanent à temps complet (catégorie C).

Le recrutement sera ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques (catégorie C), aux grades d'adjoint technique, d'adjoint technique principal de 2ème classe et d'adjoint technique principal de 1ère classe ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

7- Création d'un poste d'Instructeur des Autorisations et Droits des Sois.

M. ZACHARIE expose :

« Dans un contexte marqué par des évolutions réglementaires complexes, la gestion des autorisations d'urbanisme constitue un enjeu majeur pour garantir un développement harmonieux et durable du territoire. Le service Urbanisme, rattaché à la Direction Développement Urbain Durable, joue un rôle clé dans l'instruction des dossiers relatifs aux autorisations d'occupation des sols, en conformité avec le Code de l'urbanisme et les documents d'urbanisme locaux. L'augmentation constante du nombre de demandes, combinée à la diversité des situations à analyser (permis de construire, déclarations préalables, certificats d'urbanisme, etc.), nécessite le renforcement de l'équipe. La création d'un poste d'instructeur des autorisations et droits des sols vise d'une part à renforcer l'efficacité du traitement des dossiers en réduisant les délais d'instruction et à l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers, et d'autre part à garantir la conformité réglementaire des projets en veillant à l'application rigoureuse des dispositions du PLU et des autres documents de planification.

Les missions principales de l'instructeur seront les suivantes :

- Assurer l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, déclarations préalables, certificats d'urbanisme, permis d'aménager).
- Vérifier la conformité des projets avec les règles d'urbanisme en vigueur.
- Collaborer avec les services internes et les partenaires externes.
- Accueillir et répondre aux demandes des usagers sur les démarches administratives et la faisabilité de leurs projets.
- Réaliser les visites de conformité et recouvrements.

Compte tenu des difficultés de recrutement et de l'absence de formation spécialisée dans ce domaine, il est proposé, l'ouverture du poste en catégorie B ou C dans les filières administrative et technique, afin d'élargir le vivier de candidats potentiels. La création de ce poste est indispensable pour faire face

à l'augmentation de la charge de travail et assurer un service de qualité. L'ouverture du recrutement aux catégories B et C, ainsi qu'aux filières administrative et technique, constitue une réponse pragmatique aux enjeux de recrutement rencontrés.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la création d'un poste d'instructeur des autorisations et droits des sols, permanent à temps complet (aux catégories B et C) de la filière administrative et technique ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Mme LEBRAVE indique qu'il y a eu plusieurs créations de postes récemment et demande si la ville peut présenter le nouvel organigramme, car celui qui avait été distribué date de 2021.

M. le MAIRE répond que, bien que le personnel ait changé, l'organigramme n'a pas été modifié. Il précise que l'organigramme remis précédemment ne mentionnait pas les noms des agents car c'est interdit, et que celui qu'elle possède est donc toujours valable. Il ajoute que les postes créés existent déjà, mais que la ville les met en place afin de les pérenniser.

8 - Attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à la Caisse des écoles

Mme CANCORIET expose :

« La décision modificative n° 2 votée par le Conseil municipal le 12 novembre dernier prévoit les crédits budgétaires pour verser une subvention de fonctionnement complémentaire à la Caisse des écoles.

Cependant, l'attribution d'une subvention donne lieu à une délibération spécifique. Il convient donc d'approuver maintenant le versement de la subvention complémentaire de 60 000 € à la Caisse des écoles.

Le Conseil municipal doit délibérer ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

9 - Ouverture anticipée de crédits en section d'investissement sur le budget communal 2025

M. OCCOLIER expose.

- « Le Conseil municipal peut voter l'ouverture anticipée des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2024.
- Cette faculté, encadrée par l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), prévoit que jusqu'au vote du budget primitif, le maire peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.
- Le montant éligible à prendre en compte correspond à :
- 1. La somme des crédits ouverts à la section d'investissement du budget primitif 2024 et des décisions modificatives (DM) prises au cours de l'année écoulée ;
 - 2. Déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser (RAR), des reports et des dépenses imprévues ;
 - 3. Avant application d'un ratio maximal autorisé de 25%
- La délibération doit obligatoirement préciser le montant et l'affectation des crédits, pour justifier l'autorisation de mandatement des dépenses envisagées par opération, par nature, par chapitre ou par article.
- Les crédits correspondants sont inscrits au BP 2025 lors de son adoption.
- Si le budget n'est pas adopté au 15 avril 2025, les autorisations accordées par l'Assemblée délibérante n'ont plus aucune valeur juridique. Après cette date, l'ordonnateur ne peut plus engager, liquider et mandater les dépenses qui avaient fait l'objet de ces autorisations sur le budget précédent.
- Le total des crédits ouverts au budget 2024 est de 5 206 524,28 €. Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 918 082,16 € pour débiter, avant le vote du budget communal, les opérations pour lesquelles les consultations sont en cours et les marchés seront attribués en début d'année prochaine :

Libellés	Crédits votés en 2024 (BP+DM 1+DM 2)	Crédits pouvant être ouverts au titre de l'article L1612-1 du CGCT	Crédits ouverts par anticipation au BP 2025
Montant maximal des crédits à répartir (Hors RAR et remboursement emprunts)	5 206 524,28 €	1 301 631,07 €	918 082,16 €
Opération 202111 « Remise en état des voies suite aux intempéries de novembre 2020 »			158 082,16 €
2315- Installations, matériel et outillage technique			
Acquisitions de divers matériels et mobiliers			150 000,00 €
21828-Autres matériels de transport			
Opération 20213			230 000,00 €
« Aménagement de voirie à la rue Collignon et à la rue de la République en vue de leur accessibilité aux PMR »			
2315- Installations, matériel et outillage technique			

Opération 20223 « Aménagement de voirie dans le bourg en vue de leur accessibilité PMR » 2315- Installations, matériel et outillage technique			380 000.00 €
--	--	--	--------------

Le Conseil municipal doit délibérer ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

10 - DECISION MODIFICATIVE N° 3

Mme MAINGÉ expose :

« Cette décision modificative a pour but d'apporter des ajustements budgétaires avant la clôture des comptes.

Des crédits seront prévus à hauteur de 7 500.00 € à l'article 65888 « autres charges diverses de gestion courante » pour apurer d'éventuels comptes de recettes sur lesquels des soldes débiteurs seraient constatées après prise en charge des rattachements de produits.

Certains marchés sont sur le point d'être attribués et les opérations sur lesquelles les dépenses seront imputées doivent être abondées :

- L'opération 20243 « sécurisation des ouvrants de l'Hôtel de Ville » : + 146 000.00 €
- L'opération 20249 « travaux de réfection de la MJCA » : + 19 128.78 €
- L'opération 202411 « modernisation de la voie de l'Anse Maroquet » : + 390 000.00€

Les écritures ci-dessous vous sont proposées :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Imputations budgétaires	Valeur de début (BP+DMI+DM2)	Proposition	Valeur finale
012- Charges de personnel et frais assimilés	8 990 737.09 €	- 7 500.00 €	8 983 237.09 €
64138- Personnel non titulaire – Primes et autres indemnités	276 054.85 €	- 7 500.00 €	268 554.85 €
65- Autres charges de gestion courante	1 210 466.59 €	+ 7 500.00 €	1 217 966.59 €
65888- Autres	0.00 €	+ 7 500.00 €	7 500.00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Imputations budgétaires	Valeur de début (BP+DM1+DM2)	Proposition	Valeur finale
Opération 20194 « Travaux de modernisation du marché du Vauclin »	103 000,00 €	- 68 000,00 €	35 000,00 €
2313- Constructions	103 000,00 €	- 68 000,00 €	35 000,00 €
Opération 202311 « vaste programme de réfection de voirie communale »	1 446 355,25 €	- 210 000,00 €	1 236 355,25 €
2315- Installations, matériel et outillage technique	1 446 355,25 €	- 210 000,00 €	1 236 355,25 €
Opération 20241 « Diverses acquisitions »	918 322,13 €	- 250 000,00 €	668 322,13 €
21828- Autres matériels de transport	820 293,85 €	- 250 000,00 €	570 293,85 €
Opération 20243 « Sécurisation des ouvrages de l'Hôtel de Ville »	65 218,51 €	+ 146 000,00 €	211 218,51 €
21351- Installations générales, agencements, bâtiments publics	65 218,51 €	+ 146 000,00 €	211 218,51 €
Opération 20247 « Travaux écoles A et Gisqueet pour accueillir les élèves de l'école les Algues marines	678 058,54 €	- 27 128,78 €	650 929,76 €
21351- Installations générales, agencements, bâtiments publics	678 058,54 €	- 27 128,78 €	650 929,76 €
Opération 20249 « Travaux de réfection de la MJCA »	19 871,22 €	+ 19 128,78 €	39 000,00 €
21351- Installations générales, agencements, bâtiments publics	19 871,22 €	+ 19 128,78 €	39 000,00 €
Opération 202411 « Modernisation de la voie de l'Anse Maroquet »	526 428,98 €	+ 390 000,00 €	916 428,98 €
2315- Installations, matériel et outillage technique	526 428,98 €	+ 390 000,00 €	916 428,98 €

Le Conseil municipal doit délibérer ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE indique qu'elle aimerait que la dernière DM apparaisse dans le procès-verbal afin de pouvoir faire une comparaison. Elle précise que, dans la DM n°2, au chapitre 12, il y avait 10 000 €, tandis que dans la DM n°3, il y a 7 500 € en moins. Elle souhaite savoir pourquoi. Mme MAGDELONNETTE répond que cela est normal, car, au mois de novembre, le conseil municipal a voté une DM dans laquelle la ville avait abondé le chapitre 012 (charges du personnel) de 10 000 €, en prévision de la paie du mois de décembre, qui n'avait pas encore été effectuée. Aujourd'hui, la paie ayant été versée, la ville a donc procédé à une réduction du montant sur le chapitre 012.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

II - Attribution de subvention dans le cadre de compétitions sportives

M. MINOT expose :

« Le jeune Eliott PANET qui pratique le kitesurf freestyle sollicite le concours financier de la Ville pour lui permettre de participer aux championnats de France U19 et Sénior, à la coupe du monde junior à Tarifa et aux épreuves de GKA Elite pour lesquelles il fait partie des sélectionnés.

Concourir à ses épreuves serait un moyen d'obtenir un classement international pour la saison 2024 et ainsi d'affiner ses entraînements pour parvenir à son rêve d'être champion du monde Kiteboard Freestyle.

Le budget dédié aux compétitions qu'il a communiqué est le suivant :

	GKA Dunkerque	GKA Youth Tarifa	Championnats de France	GKA Taiba Brésil	GKA Quatar
Mois	Août 2024	Septembre 2024	Octobre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024
Transport	350 €	400 €	150 €	1 200 €	900 €
Logement	600 €	400 €	300 €	1 300 €	1 300 €
Inscription	250 €	150 €	100 €	150 €	150 €
Total	1 200 €	950 €	550 €	2 650 €	2 350 €
				Total déplacements compétitions	7 700 €

A l'heure actuelle, Monsieur PANET a déjà participé aux épreuves de GKA à Dunkerque et au Brésil et s'apprête à prendre part à celles de GKA Quatar.

Pour l'instant, il n'a pu mobiliser aucune aide financière malgré ses demandes de financements.

Aussi, afin d'aider ce jeune à atteindre son objectif, il est proposé de l'accompagner financièrement à hauteur de 500 €.

Le Conseil municipal doit délibérer ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE indique qu'elle trouve que la somme de 500 € est insuffisante pour un déplacement qui coûte 7 700 €.

M. LE MAIRE répond qu'en raison de la fin de l'année, il est nécessaire de respecter le budget.

Il précise que Mme MAGDELONETTE a contacté les parents pour faire un point, et qu'ils acceptent cette somme, qui leur sera d'une grande nécessité. Depuis le dernier conseil municipal, il a été demandé aux services de mettre en place un barème afin de mieux orienter les décisions budgétaires à l'avenir.

Mme LEBRAVE réagit en soulignant que les demandes sont souvent faites à la dernière minute.

Elle estime qu'il serait préférable que la communication se fasse en amont, afin que les services puissent mieux anticiper les demandes de subvention.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

12 - Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre d'un concours de beauté

Mme RÉSIDENT expose :

« Madame Noémie MATHIEU, élue Miss Small Beauty Martinique 2024, participera au concours Miss Small Beauty France 2025 qui aura lieu le 22 février 2025 à Ligueil. Ce concours met en valeur les femmes de petite taille.

Le Comité Miss Small Beauty France qui organise le concours est géré par l'association Dimseil France.

Cependant, il n'existe ni comité ni délégué en Martinique pour financer le déplacement de la miss élue en Martinique. C'est la raison pour laquelle Madame Noémie MATHIEU sollicite l'aide de la Ville pour participer au concours.

Aussi, il est proposé à l'Assemblée délibérante de prendre en charge le coût du billet d'avion de Madame Noémie MATHIEU au concours Miss Small Beauty France 2025.

Le Conseil municipal doit délibérer ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE déclare qu'il ne faut pas répondre négativement à cette jeune, car la ville apporte un soutien financier à d'autres candidats participant à différents concours de beauté.

Elle demande également quel est le coût estimé du voyage.

Mme MAGDELONETTE répond qu'elle a effectué une simulation, et que le coût se situe entre 500 et 700 €.

M. LE MAIRE précise que ce coût peut varier à la hausse ou à la baisse en fonction de la date et du moment où la ville réservera le billet. Il ajoute que les élus ont souhaité apporter leur aide à cette jeune et qu'il serait pertinent de mettre en place un cadre pour les soutiens liés aux différents concours de beauté, afin d'éviter tout excès.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

III) DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITE ET DE LA VIE LOCALE

13 - Signature de la convention avec KB Events-Organisation du Nwel Village

M. POPULO expose.

« La ville a été sollicité par KB Events pour l'organisation d'un village de Noël lors de l'ouverture de la Caravane Ravine Plate, le samedi 16 novembre, sur le front de mer du Vauclin. L'objectif de ce village était de mettre en avant le savoir-faire et les talents des producteurs et artisans locaux.

La règlementation nous impose de cadrer la mise à disposition du front de mer à travers une convention, car toute occupation privative du domaine public se veut précaire et temporaire.

Il est demandé au Conseil Municipal de valider la convention présentée en annexe et d'en autoriser la signature par M Le Maire ».

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE demande pourquoi la ville n'anticipe pas la signature des conventions pour ce type d'événement. Elle souligne qu'en cas de problème, la responsabilité de la ville pourrait être engagée.

M. LE MAIRE répond que, comme à l'accoutumée, la ville souhaitait organiser l'ouverture de la caravane de Ravine Plate. Cette année, elle a eu l'opportunité de collaborer avec l'agence KB Events. La ville s'est alors concentrée sur l'organisation pour déterminer la meilleure manière de mettre en place cette manifestation. Un temps de concertation a été pris avec l'organisatrice avant de valider le projet. Cependant, la date de l'événement (16 novembre 2025) étant proche du dernier conseil municipal prévu le 12 décembre, la convention a été signée après l'événement, afin de valider et encaisser les fonds. Il reconnaît que cette question revient régulièrement mais souligne que, dans le cadre de l'organisation d'une manifestation, la ville peut finaliser une convention même après l'événement. Il ajoute qu'un effort devra être fait avec les partenaires pour anticiper ces conventions à l'avenir.

Mme LEBRAVE demande des précisions sur la gestion des artisans présents dans les espaces de la ville. Elle s'interroge sur les modalités : est-ce l'organisateur qui loue les espaces à la ville et paye pour leur utilisation, ou est-ce l'inverse ?

M. LE MAIRE explique que l'organisatrice, habituée à gérer ce type d'événement, organise régulièrement des manifestations comme « Shopping Yole » à l'hôtel Bakoua. Cela lui a permis de faciliter l'arrivée des artisans sur la ville. Lorsqu'elle a sollicité la commune et proposé de collaborer, la ville a accepté de lui donner sa chance. M. le Maire affirme qu'il s'agissait d'une belle manifestation avec un village bien conçu. Cela a permis aux agents municipaux de se concentrer sur la partie animation, qui représente une charge importante.

Mme LEBRAVE demande ensuite si les 1 500 € correspondent à la contribution de KB Events à la ville.

M. LE MAIRE confirme et reconnaît que ce montant est modeste, mais il dit qu'il s'agissait d'une première expérience. L'organisatrice emploie des jeunes de la commune, ce qui permet de financer leur travail et de faire fonctionner son activité. Le but principal était d'assurer l'animation du village. Il précise qu'en organisant elle-même, la ville gagnerait plus d'argent, mais engagerait également davantage de dépenses, notamment pour la location de chapiteaux. Dans ce cas précis, la ville a économisé sur ces coûts. Même si 1 500 € ne représentent pas une somme importante, la délégation a permis à la ville de réaliser des économies tout en

encaissant cette contribution, sans avoir à gérer directement des aspects comme la sécurité ou la logistique.

VOTE:



VOTE : Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

M LE MAIRE informe les élus ainsi que la population présente que l'élection du conseil municipal junior et du maire junior aura lieu ce samedi 14 décembre 2024, à 11 h, dans la salle des délibérations. Il ajoute qu'il est opportun d'encourager ces enfants qui ont accepté de se porter candidats et qui prennent cela à cœur. Il dit qu'il a rencontré quelques-uns d'entre eux qui lui ont confié qu'ils espéraient être élus pour porter leurs projets.

Fin de séance 19h55.



~~that of~~




~~Handwritten scribble~~ d'd

[Signature]

Handwritten signatures and initials:

- Top left: *[Signature]*
- Top right: *[Signature]*
- Bottom left: *March 1/2*
- Bottom right: *[Signature]*







Location Page 7.

~~Handwritten signature~~

A handwritten signature in black ink, appearing to be "T. J." or similar, located at the bottom right of the page.